

A S S E M B L É E   N A T I O N A L E

X I V <sup>e</sup>   L É G I S L A T U R E

# Compte rendu

## Commission des affaires étrangères

Mercredi

27 janvier 2016

Séance de 18 heures 15

Compte rendu n° 42

– Réunion avec M. Mohammad Javad Zarif, ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran..... 2

SESSION ORDINAIRE DE 2015-2016

**Présidence**  
**de Mme Elisabeth**  
**Guigou, *Présidente***



## **Réunion avec M. Mohammad Javad Zarif, ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.**

*La séance est ouverte à dix-huit heures quinze.*

**Mme la présidente Élisabeth Guigou.** Nous sommes heureux et honorés de recevoir le ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohammad Javad Zarif. Je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir accepté mon invitation. Cette marque d'égard pour l'Assemblée nationale illustre la qualité des relations entre nos deux pays. Je juge qu'elles sont redevenues excellentes après une période de tension ; vous nous direz comment vous les analysez. Je me réjouis de la visite à Paris du président Hassan Rohani. C'est une étape importante, puisque c'est la première visite en France d'un président de la République islamique d'Iran depuis dix-sept ans, mais le dialogue entre nos deux pays n'a jamais été interrompu, en dépit des difficultés. Quels progrès peut-on encore attendre dans les relations bilatérales, au-delà du domaine économique, où elles connaissent une reprise salutaire ?

L'accord de Vienne signé le 14 juillet 2015 vient d'entrer en vigueur, après que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a certifié que l'Iran avait pris les mesures prévues. Pour le Président François Hollande, cet événement signe le retour de l'Iran sur la scène internationale. Comment envisagez-vous la période nouvelle qui va s'ouvrir ?

Sur le plan régional, les attentes sont grandes. Nous sommes très inquiets de la situation en Syrie, et nous espérons qu'une transition politique mettra un terme aux souffrances abominables du peuple syrien. Nous sommes attachés à l'indépendance et à la souveraineté du Liban, mais cela n'empêche pas d'aider et de faire passer des messages ; quelle analyse faites-vous de la situation dans ce pays ? Nous pourrions aussi évoquer la question du Yémen.

Notre commission est très préoccupée par la dégradation des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Comment expliquez-vous ce qui s'est passé ? Il paraît difficile de trouver des solutions pour rétablir la paix dans la région dans un tel contexte ; comment apaiser la situation et éviter un engrenage dévastateur ?

Sur le plan intérieur enfin, 2016 sera une année importante pour l'Iran, où deux scrutins sont prévus : les élections législatives et le renouvellement de l'Assemblée des experts. Quel est le climat actuel ?

**M. Mohammad Javad Zarif, ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran.** Au nom de Dieu tout-puissant et miséricordieux. Je suis enchanté, madame la présidente, de vous revoir, en France cette fois, dans le cadre de la visite du président Hassan Rohani dans votre pays.

La semaine dernière, un changement radical s'est produit sur la scène internationale. C'est une évolution dont certains pensaient qu'elle n'aurait jamais lieu : non seulement nous sommes parvenus à un accord sur notre programme nucléaire mais il est entré en vigueur avant le délai prévu ; personne n'imaginait qu'il pourrait en être ainsi avant le printemps. Comment cela a-t-il été rendu possible ? Il faut répondre à cette interrogation pour donner suite aux questions que vous m'avez posées et trouver les solutions que chacun attend.

Pendant presque dix années, la question nucléaire a été considérée comme un sujet de confrontation : tout progrès de l'Iran était envisagé comme un échec pour l'Occident et

vice-versa, chaque partie ne songeant qu'à maximiser ses intérêts propres et à annihiler ceux de ses interlocuteurs. Il en est résulté un jeu à somme nulle. Je me rappelle parfaitement une visite que j'ai faite au Quai d'Orsay en 2005. Alors ambassadeur d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies, je venais demander à la troïka européenne d'accepter que l'Iran se dote d'un nombre très limité de centrifugeuses ; la réponse a été négative. Après quoi, le nombre de centrifugeuses en Iran a été multiplié par cent, passant en dix ans de 200 à 20 000, ce que les pays occidentaux voulaient précisément éviter. Mais, dans le même temps, la croissance économique iranienne chutait de +7 % à -6,8 %. Conformément à la théorie des jeux, cette manière de procéder n'a donc fait que des perdants.

La dynamique a changé à partir du moment où chacun a admis que l'on pouvait trouver un accord acceptable par les deux parties. Mon très cher collègue Laurent Fabius et moi-même nous sommes longuement entretenus pour être sûrs que chacun parviendrait aux objectifs qu'il visait, et c'est ce qui s'est produit. C'est ainsi que le meilleur mécanisme d'inspection a été mis au point pour garantir que le programme nucléaire iranien serait toujours un programme nucléaire civil. Nous n'avons rien perdu, puisque telle a toujours été notre intention ; les sanctions ont été levées, et la réalisation de notre programme nucléaire civil se poursuit de manière entièrement pacifique.

Bien des problèmes seraient résolus au Moyen-Orient si une approche semblable était privilégiée. Ainsi, rien ne sert que l'Iran et l'Arabie saoudite tentent de s'éliminer réciproquement – d'ailleurs, c'est impossible. Nous en sommes convaincus de longue date, mais les Saoudiens ont une autre interprétation des faits. Nous considérons que Daech est notre ennemi à tous et que personne ne peut trouver le moindre avantage à voir un tel groupe terroriste obtenir le pouvoir en Syrie. L'Arabie saoudite est largement plus menacée par Daech que nous ne le sommes car une forte partie de la population saoudienne a une certaine sympathie pour l'idéologie véhiculée par ce mouvement. Ce n'est pas le cas en Iran, mais nous estimons néanmoins que Daech représente un danger et une menace pour la région.

Il existe en Syrie la possibilité d'un accord de long terme. Nous en avons posé le principe il y a longtemps, sur la base d'un programme en quatre points : un cessez-le-feu ; la constitution d'un gouvernement inclusif d'union nationale ; une réforme constitutionnelle conçue pour que chacun joue son rôle dans l'avenir du pays et que le pouvoir ne soit pas aux mains d'une seule entité toute-puissante ; des élections organisées sur la base de la nouvelle Constitution. Je suis heureux que ce plan, que j'ai proposé il y a plus de deux ans, ait servi de socle à la nouvelle résolution adoptée par le Conseil de sécurité. J'espère que lorsque M. Staffan de Mistura ouvrira, vendredi, la première séance de négociation, ce sera en présence de tous les groupes de l'opposition syrienne, de manière que l'on puisse progresser en suivant la feuille de route fixée à Genève et à Vienne. Mais si la doctrine générale est, une nouvelle fois, que l'on se lance dans un jeu à somme nulle où chaque partie au conflit en Syrie cherche uniquement à éliminer les autres, on n'arrivera à rien. On ne trouvera pas davantage de solution si l'on pense pouvoir la définir avant même que les négociations ne s'engagent ; d'ailleurs, en ce cas, à quoi bon négocier ? Je le redis, chacun doit s'attacher à rechercher un compromis au lieu de vouloir imposer ses intérêts au détriment de ceux des autres, et l'issue des négociations doit être déterminée par les Syriens, non par des parties extérieures.

De la même manière, au Liban, alors que la clef des futures élections présidentielles est entre les mains des chrétiens libanais, certains ont voulu, de l'étranger, leur dicter qui devait être leur candidat, au lieu qu'ils le déterminent entre eux. Cette ingérence a provoqué l'alliance inattendue de MM. Samir Geagea et Michel Aoun, pourtant ennemis héréditaires. Le paradoxe est que la candidature de M. Sleiman Frangié était tout-à-fait

respectable, mais qu'elle a fait l'unanimité contre elle parce que l'on tentait de l'imposer de l'extérieur aux chrétiens du Liban. De même, certains nous ont approchés en nous disant : « Faites qu'en Irak Nouri al-Maliki soit éliminé ». Mais ce n'est pas notre rôle d'intervenir ; c'est aux Irakiens de décider. La France, qui connaît la situation de la région mieux que tout autre pays, le sait bien : en Irak comme au Liban, le peuple doit sentir qu'il prend lui-même les décisions qui conditionnent son avenir. Nous soutiendrons toute décision prise par les groupes chrétiens libanais. Il existe maintenant un accord entre eux ; si ce compromis est jugé acceptable par les autres Libanais, très bien, mais il ne nous revient ni de l'imposer ni de l'encourager.

Au Yémen, une solution négociée est possible, à condition que chacun veuille bien l'admettre – dont l'Arabie saoudite, qui bombarde ce pays depuis dix mois de manière intensive sans que cela lui ait rigoureusement rien apporté, au contraire, puisque des villes yéménites précédemment sûres ne le sont plus. À quoi servent donc ces bombardements ? Quelles installations militaires sont visées ? Une fois de plus, on obtient de cette manière le résultat inverse de celui que l'on vise au lieu de se mettre d'accord sur des principes acceptables par tous. Pour que la guerre cesse au Yémen, tous les groupes yéménites doivent avoir le sentiment qu'ils peuvent être partie à l'avenir de leur pays, et l'on n'y parviendra pas en cherchant à en éliminer un.

J'en viens aux relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Nous avons patienté et nous nous sommes maîtrisés, bien que l'Arabie ait pris l'habitude d'imputer à l'Iran la responsabilité de tout ce qui se passe au Moyen-Orient. Le président Obama lui-même a mentionné au cours d'une interview que les autorités saoudiennes devaient arrêter de penser résoudre leurs difficultés intérieures en s'en prenant sans cesse à l'Iran et en l'accusant d'être constamment fautif. En réalité, Saoudiens et Israéliens ont pris le pli de créer un monstre virtuel, l'Iran, et ils ont utilisé le dossier nucléaire pour faire peur. C'est ainsi qu'au moment où l'accord sur ce dossier était sur le point d'aboutir, le gouvernement saoudien a fait tout son possible pour que cela échoue : M. Saoud al-Fayçal, le ministre saoudien des affaires étrangères, s'est envolé pour Vienne où il a invité le secrétaire d'État John Kerry dans son avion, et il est résulté de cet entretien que l'issue favorable des négociations a été retardée de près de huit mois. Ensuite, l'Arabie saoudite a décidé de faire baisser le prix du pétrole pour faire pression sur l'Iran, puis tout fait pour que le Congrès américain refuse de ratifier l'accord du 14 juillet 2015. Nous n'ignorons rien des pressions qui ont aussi été exercées sur le gouvernement français, pressions auxquelles mon très cher ami Laurent Fabius est resté imperméable – ce qui ne signifie pas qu'il a choyé l'Iran, bien au contraire – car il voulait, comme nous, que l'on parvienne à un accord dont l'objectif était de mettre fin aux inquiétudes.

Alors même que l'Arabie saoudite manœuvrait pour que le Congrès refuse de ratifier l'accord, nous avons pris sur nous. Nous nous sommes contenus, aussi, après qu'en avril 2015 deux adolescents iraniens, respectivement âgés de 14 et de 15 ans, ont subi une agression sexuelle par des agents de la police des frontières à l'aéroport de Djeddah. Chacun, en Iran, a alors invité le gouvernement à rompre les relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite, mais nous avons à nouveau opté pour la patience. Je signale qu'à ce jour les policiers saoudiens coupables de ces crimes n'ont toujours pas été poursuivis.

En septembre 2015, 460 Iraniens ont perdu la vie à La Mecque dans une bousculade due à la négligence des organisateurs du pèlerinage. Il nous a fallu négocier pour obtenir le rapatriement des corps de nos compatriotes ! Les Saoudiens ne respectent même pas les défunts ! Outre qu'il nous a fallu des mois pour obtenir ces rapatriements, jamais les

autorités saoudiennes n'ont présenté d'excuses ni même de condoléances aux familles des victimes. À nouveau, l'opinion publique iranienne a demandé la rupture des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite, mais nous n'en avons rien fait.

Et puis, en janvier 2016, l'Arabie saoudite a décapité un opposant, un clerc qui n'avait jamais rien fait d'autre que des discours, sans prôner la violence mais en appelant à l'égalité des droits. La nouvelle de cette décapitation ne pouvait que susciter une émotion considérable ; ce fut le cas, et en dépit de tous nos efforts pour l'éviter, l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran a été saccagée. Nous avons condamné cette attaque et arrêté ses auteurs, qui seront jugés pour ces faits. Aucun diplomate saoudien en Iran n'a eu le moindre problème et nous avons rétabli la sécurité des locaux diplomatiques saoudiens. Après ces incidents qui n'auraient jamais dû se produire et que nous déplorons, l'Arabie saoudite a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran, ce à quoi nous n'avons pas réagi. Nous considérons que ces relations doivent exister.

L'Iran est autrement plus puissant que l'Arabie saoudite, vous le savez. Pourtant, si nous avons décidé de patienter en dépit des insultes, c'est que nous voulons le calme dans une région en proie à un problème majeur. Les crimes qui ont été commis à Paris en novembre ont assez démontré que ce problème ne restera pas contenu à l'Irak, à la Syrie ni même au Moyen-Orient. À San Bernardino, à Paris, à Charm el-Cheikh, à Sidney, à Islamabad, chacun souffre de ce fléau. Nous n'avons d'autre choix que de lutter ensemble contre ce mal. Il ne s'agit pas seulement d'une guerre au sens militaire mais d'un combat sur tous les fronts, destiné aussi à défaire une idéologie fondée sur la violence et l'usage de la force. C'est pourquoi notre président a appelé de ses vœux, il y a deux ans, devant l'assemblée générale des Nations Unies, un monde libéré de la violence et de l'extrémisme.

Le combat contre le terrorisme a aussi un volet économique et culturel. Nous devons tout faire pour que des groupes de population mis à l'index et privés d'espoir ne décident pas de se livrer à des opérations kamikazes, prétendument pour parvenir à un monde meilleur. Ce qui fait le terreau du terrorisme est connu : les politiques isolationnistes, mais aussi le chômage et l'absence d'espérance en un avenir meilleur. C'est dans les populations en proie à ces difficultés que les groupes terroristes recrutent. Des politiques économiques bien pensées doivent donc être définies, et nous n'avons d'autre choix que de coopérer, tous, à cette fin. Nous sommes prêts à le faire, y compris avec les Saoudiens.

Vous m'avez interrogé sur le contexte intérieur. Pour répondre à cette question, il faut en premier lieu replacer l'Iran dans son contexte régional. Je rappelle qu'au cours des trente-sept dernières années, les élections, en Iran, ont toujours eu lieu exactement aux dates prévues. On peut certes trouver à redire, de votre point de vue, à leur déroulement, peut-être n'ont-elles pas toujours été les plus libres qui soient et sans doute pourrions-nous aussi trouver matière à les critiquer, mais il n'empêche : pendant toutes ces années, les élections organisées en Iran ont systématiquement eu pour résultat que l'opposition a succédé au pouvoir en place. C'est ainsi qu'à M. Hachemi Rafsandjani a succédé M. Mohammad Khatami ; puis ce fut au tour de M. Mahmoud Ahmadinejad d'être élu, avant M. Hassan Rohani. Vous conviendrez que les points de vue défendus par ces personnalités étaient parfois radicalement opposés, mais vous admettez aussi que pendant cette période, le pouvoir, en Iran, a toujours été transféré par le bais des urnes. Dans notre région, deux autres pays seulement ont un processus électoral ; les autres, dont beaucoup sont vos amis, n'en ont pas – ni même, parfois, de Constitution. Quoi qu'il en soit, les pays en question sont la Turquie et le Pakistan et, au cours de la période considérée, deux coups d'État y ont lieu, et deux fois le pouvoir issu des urnes a été modifié par l'armée. Cela ne s'est jamais produit en Iran, où,

même si le processus électoral a pu laisser à désirer, il a permis, en tout état de cause, l'arrivée au pouvoir de l'opposition.

D'autre part, tous les candidats aux prochaines élections ne se sont pas encore fait connaître. Nous espérons qu'une compétition réelle aura lieu entre les candidats. Je suis certain que si la participation de la population aux élections est forte, le Parlement qui sortira des urnes sera très modéré et équilibré. Il est donc important que la population mette son espoir dans le scrutin. Si, en 2013, le président Rohani a emporté l'élection présidentielle, c'est que le taux de participation a été de 73 %. Je suis persuadé que si le taux de participation aux élections législatives à venir est aussi élevé, le résultat sera positif. C'est notre objectif, et je suis sûr que grâce à l'intelligence de la population iranienne, il en sera ainsi.

**Mme la présidente Élisabeth Guigou.** Je vous remercie, monsieur le ministre, pour ces éclaircissements. Avant de donner la parole à ceux de mes collègues qui ont demandé à vous interroger, je souhaite vous poser une question relative aux droits de l'homme, comme nous le faisons avec tous nos invités. La France est, vous le savez, opposée à la peine de mort. Peut-on envisager une évolution en Iran, où les exécutions capitales sont courantes et visent parfois des mineures et des femmes ?

**Mme Odile Saugues.** Vous avez réussi, monsieur le ministre, à mettre en œuvre l'accord du 14 juillet 2015. C'est une victoire pour l'Iran et pour la paix dans le monde. La levée des sanctions prépare une grande ouverture économique pour le peuple iranien ; pensez-vous parvenir aussi à une ouverture culturelle ? Vous vous êtes dit prêt à coopérer avec l'Arabie saoudite dans la lutte contre Daech ; quelle forme pourrait prendre cette indispensable coopération et comment envisagez-vous de rééquilibrer vos relations avec l'Arabie saoudite ?

**M. Pierre Lellouche.** L'Iran, qui a inscrit dans sa Constitution être le porte-drapeau de la révolution chiite dans le monde, est à l'écart de la communauté internationale depuis 1979. Il a aussi été partie à différents conflits au Moyen-Orient, notamment avec l'Irak. Vous avez aussi tenté d'obtenir la bombe atomique de façon clandestine avant d'en venir à la solution trouvée le 14 juillet 2015 après des années de négociation. Vous avez enfin développé une présence impressionnante dans la région – au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen... –, ce qui a modifié la géopolitique du Proche-Orient.

La question qui se pose aujourd'hui est : que sera l'Iran à l'avenir ? Contribuerez-vous à la stabilité internationale, auquel cas nous serons très heureux de travailler avec vous, ou constituerez-vous une menace constante dans la région ? Le fait que l'Iran annonce publiquement son intention d'éliminer l'État d'Israël pose problème. De même, la dégradation continue des relations entre votre pays et l'Arabie saoudite est très préoccupante. La guerre par procuration que se livrent Téhéran et Riyad ne laisse pas d'inquiéter : la paix dans le monde est en jeu, car il n'est pas de solution possible au conflit en Syrie si les chefs des mondes chiite et sunnite ne parviennent pas à un dialogue. Ce dialogue a-t-il une chance de voir le jour et la France peut-elle y contribuer ?

Quelle est votre vision de l'Iran dans vingt ans ? L'envisagez-vous comme intégré dans la communauté internationale et contribuant à la paix mondiale, ou sera-ce toujours un pays à vocation révolutionnaire ? Nous préférons naturellement une solution inclusive et tous nos efforts iront en ce sens, à condition que cet investissement soit payé de retour.

**M. Philippe Baumel.** Monsieur le ministre, nous sommes heureux de vous accueillir au sein de notre commission. Parce que les amis doivent aussi, pour conforter leur relation, se parler de choses délicates, je souhaite, à la suite de notre présidente, évoquer devant vous la question des droits de l'homme. Au début de son mandat, le président Rohani s'était engagé à des évolutions à ce sujet. Malheureusement, des ONG ont recensé, en 2015 seulement, plus de mille pendaisons en Iran, parfois de mineurs. Cela crée une vive émotion dans l'opinion publique européenne, singulièrement en France. Peut-on envisager une évolution favorable dans les mois ou au moins les années à venir ?

Après que l'accord du 14 juillet 2015 est entré en vigueur, on a beaucoup entendu parler de la reprise des échanges économiques. Les échanges peuvent aussi être culturels. Ils pourraient par exemple concerner la formidable collection d'art contemporain du musée de Téhéran, constituée avant la révolution et dont toute la richesse a été révélée à l'occasion d'une exposition récente. Consentiriez-vous, dans un futur proche, à des échanges d'œuvres avec de grands musées français, ce qui contribuerait aussi à révéler les nombreux talents iraniens contemporains ?

**M. Meyer Habib.** Vous êtes, monsieur le ministre, membre du gouvernement du grand peuple perse, riche d'une histoire ancienne et qui a apporté une contribution immense à l'humanité. Cependant, 83 % des Français craignent que la reprise des relations entre la France et l'Iran ne se fasse au détriment des valeurs qui fondent notre République : l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, le rejet du racisme et de l'antisémitisme, le devoir de mémoire, la paix entre les peuples. À cet égard, le peuple d'Iran ne mérite-t-il pas mieux qu'un gouvernement qui a exécuté plus de mille personnes en 2015 ? Qui, en modifiant le code pénal en 2013, a autorisé des pères de se marier avec leur fille adoptive dès qu'elles ont 13 ans ? Qui, au mépris de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, a emprisonné des dizaines de journalistes et de blogueurs ?

Cette audition se tient le 27 janvier, décrétée « Journée internationale à la mémoire des victimes de l'Holocauste » par l'Organisation des Nations Unies, en hommage aux 6 millions de juifs assassinés pendant la Deuxième guerre mondiale. Juif moi-même, j'ai constaté que votre État a plusieurs fois nié la réalité de la Shoah et même, hélas, organisé des concours de caricatures à ce sujet. Reconnaissez-vous la réalité de cette tragédie qui a profondément marqué les consciences occidentales ?

J'étais contre l'accord sur le programme nucléaire iranien – non contre le principe d'un accord mais contre son contenu car la question de fond continue de se poser : est-ce que, demain ou après-demain, l'Iran sera une puissance nucléaire militaire ? Vous avez été parfaitement convaincant, monsieur le ministre : manifestement, le régime iranien a, pendant des années, essayé de masquer son programme nucléaire militaire et n'a cédé que sous la pression des sanctions. Tout le monde espère que l'accord signé est un bon accord ; j'en doute, mais j'aimerais tellement me tromper !

Je représente dans cette enceinte les Français établis dans huit pays étrangers, dont les 150 000 Français qui résident en Israël, État que la République islamique d'Iran refuse de reconnaître et qu'elle appelle régulièrement à rayer de la carte. Il y a quelques années, le Guide suprême qui, en dépit des alternances, est toujours M. Khamenei, a exprimé et objectif dans un livre intitulé *Palestine*, dans lequel il décrit Israël comme un « cancer ». Tout récemment, dans un entretien diffusé sur une chaîne de télévision française, le président Rohani a jugé qu'Israël serait un État « illégitime ». Au-delà des divergences politiques, êtes-vous prêt à reconnaître ici le droit à l'existence de l'État d'Israël ?

**M. Philippe Cochet, président du groupe d'amitié France-Iran.** Je tiens, monsieur le ministre, à souligner vos qualités : si accord il y a eu le 14 juillet 2015, vous y êtes pour beaucoup. Les choses furent compliquées, singulièrement avec la délégation française mais même s'il y eut des périodes de tension, l'amitié entre nos deux peuples est profonde et je tiens à l'exprimer à nouveau. La venue à Paris du président Rohani est un événement. Au-delà, quelle relation souhaitez-vous construire entre l'Iran et la France ? Plus largement, vous souhaitez réintégrer les organisations internationales ; quelles sont vos intentions, et selon quel calendrier ?

**M. Jacques Myard.** L'Iran a indubitablement une position centrale quand on parle de paix au Proche et au Moyen-Orient. Telle est la réalité politique et il faut en tenir compte, comme il faut tenir compte des autres États qui vous craignent. En Syrie, tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faut combattre Daech. Cela signifie qu'il faut des combattants au sol et vous en avez ; pensez-vous réussir ? Visiblement, l'État islamique recule sur le terrain, mais il doit aussi reculer dans les esprits. Comment envisagez-vous la lutte contre cette idéologie redoutable, qui métastase ?

Nous nous interrogeons sur la position exacte de la Turquie ; quelle est votre position au sujet des Kurdes ?

Enfin, je ne partage pas ce qui a été dit tout à l'heure à propos d'Israël car je crois savoir que certaines personnalités iraniennes influentes ne considèrent pas tant Israël comme un ennemi que comme un rival qui peut devenir, à terme, un partenaire. Certes, cela prendra du temps, mais la Perse n'est-elle pas multiséculaire ?

**Mme la présidente Élisabeth Guigou.** Cet éventail de questions montre, monsieur le ministre, l'intérêt des commissaires pour l'avenir de l'Iran et la considération que nous avons pour la grande civilisation persane.

**M. Mohammad Javad Zarif.** Ayant enseigné les droits de l'homme à l'Université à partir de 1988, je considère que le respect de ces droits est l'un des fondements de la puissance d'un État. Bien qu'ils soient mentionnés dans notre Constitution, les droits de l'homme doivent encore être améliorés en Iran, ainsi que dans tous les pays. Aussi le président Rohani s'est-il engagé au début de son mandat à ce qu'une charte des droits des citoyens soit établie et appliquée. Nous souhaitons qu'elle soit soumise au vote dans les prochains mois, adoptée et diffusée dans le pays. Mais, comme vous le savez, déclarer l'existence d'une charte est une chose, l'appliquer en est une autre. C'est pourquoi chaque gouvernement dans le monde doit agir pour renforcer les droits de l'homme.

Les pays occidentaux s'inquiètent des exécutions capitales en Iran, et de leur nombre. Mais vous n'ignorez pas qu'elles concernent, à 85 %, des trafiquants de stupéfiants. Nous nous interrogeons sur le point de savoir si c'est le bon moyen d'empêcher ce trafic ; honnêtement, nous ne le savons pas. Le problème est extrêmement délicat, car 80 % de la totalité de l'opium confisqué dans le monde l'est en Iran ; la proportion est astronomique. Soyons clairs : si cet opium n'est pas confisqué en Iran, il sera vendu dans les rues de Paris. Aujourd'hui, il l'est dans les rues de Téhéran et des autres villes d'Iran où, si élevées sont les « subventions » des trafiquants que la consommation d'opioïdes est devenue l'un des loisirs les moins chers qui soient. Il y a là un défi social majeur, auquel nous devons trouver une solution. Nous sommes prêts à un dialogue avec l'Union européenne à propos des droits de l'homme, notamment sur ce point spécifique, mais ce que nous faisons en Iran pour empêcher le transit des stupéfiants vers d'autres pays va dans le sens des intérêts européens. N'oubliez

pas que 3 500 membres de nos forces de l'ordre ont été assassinés en luttant contre ces trafics. Il nous faut des technologies de pointe, tels des radars qui nous permettraient de détecter les déplacements dans les bandes frontalières. Nous avons aussi besoin d'échanges avec l'Union européenne sur les moyens opérationnels, qu'il s'agisse de prévenir les trafics de stupéfiants, de lutter contre les trafiquants ou de définir quelles punitions substituer à la peine capitale.

Nous sommes donc prêts à dialoguer, mais sachez que ce dialogue sera difficile, comme tout dialogue portant sur les droits de l'homme car si, sur ces questions, vous avez votre propre sensibilité, nous avons la nôtre, et nous faisons nos propres observations sur ce qui se passe en Europe en cette matière. L'Iran a le plus grand respect pour sa communauté juive qui, vous le savez, a un représentant au Majlis. Mais nous constatons malheureusement que si, en Europe, quelqu'un parlant en mal des Noirs est accusé de racisme et quelqu'un parlant en mal des juifs est taxé d'antisémitisme, quand on insulte les musulmans, il ne s'agit que de liberté d'expression. Ce n'est pas une invention de ma part : c'est aussi ce qu'a dit le Premier ministre finlandais l'an dernier à Davos. Et, croyez-moi, le monde musulman interprète ainsi ce qui se passe, et cela le préoccupe grandement. Nous avons donc beaucoup à nous dire en matière de droits de l'homme.

Nous considérons que l'Holocauste fut un crime qui ne devrait jamais, au grand jamais, se reproduire. Nous jugeons aussi que ce crime ne doit pas être instrumentalisé pour nier les droits des Palestiniens, qui n'y sont pour rien dans ce crime. J'ai été sincèrement désolé d'entendre M. Netanyahu dire que le grand mufti de Jérusalem aurait inspiré la politique de destruction des juifs d'Europe menée par Hitler. Cette déclaration mensongère était des plus dangereuses. Pourquoi le peuple palestinien, qui n'a joué aucun rôle dans l'Holocauste, devrait-il payer le prix de ce crime et voir ses maisons détruites chaque jour ? Telle est la question que nous avons toujours posée clairement. Le gouvernement iranien n'apporte aucun soutien à ce fameux concours, organisé par une ONG qui n'a pas pris la peine de nous consulter ; mais il faut répondre à la question que nous avons posée et dire pourquoi on instrumentalise depuis 70 ans un crime commis par d'autres pour faire perdurer un autre crime. Notre rôle d'êtres humains est de dire qu'il faut trouver la solution qui permettra de mettre un terme à ce déni de droits qui dure depuis 70 ans. La République islamique d'Iran est contre la philosophie sioniste qu'elle juge être une idéologie dangereuse pour la région. Cela ne signifie nullement que nous allons entreprendre la moindre action militaire contre quiconque. Puis-je rappeler qu'au cours des 250 dernières années, l'Iran n'a jamais lancé aucune opération militaire contre quiconque ?

La question, peut-être de toutes la plus importante, a porté sur l'avenir de l'Iran ; M. Henry Kissinger lui-même me l'avait posée... L'Iran a besoin de la stabilité régionale. Pour comprendre ce qui nous anime, vous devez vous défaire de certaines idées préconçues à notre égard. Je viens d'entendre dire : « L'Iran avait un programme nucléaire militaire ». Or, le rapport de l'AIEA prouve que ce n'est pas le cas, que pas un gramme de combustible nucléaire n'a été diverti à des fins militaires. Au terme de douze années de recherches, l'Agence note que l'Iran a peut-être fait quelques études qui pouvaient aller en ce sens. À supposer même que ces études aient eu lieu – et nous pensons que ce n'est pas le cas –, cela n'est en aucune manière incompatible avec le traité de non-prolifération. Autant dire que l'hypothèse selon laquelle l'Iran aurait eu un programme nucléaire militaire et l'aurait mis de côté sous la pression des sanctions est complètement erronée.

Elle est fautive, aussi, sur le plan stratégique. En effet, disposer de l'arme nucléaire représente un danger pour l'Iran, en ce que cela fait du pays une cible légitime pour Israël et les États-Unis sans qu'il puisse se défendre. En matière nucléaire, soit l'on est capable d'une

première frappe destinée à annihiler les capacités de représailles de l'autre partie, soit l'on est capable de supporter l'effet de la première frappe et de lancer une frappe de riposte. Or l'Iran n'a ni l'une, ni l'autre de ces capacités. Il est donc absurde, théoriquement et idéologiquement, d'imaginer que le pays ait l'arme nucléaire, et l'AIEA l'a prouvé.

Permettez-moi une incise en forme de rappel. Pendant les huit années de guerre qui nous ont été imposées par Saddam Hussein, j'étais l'un des représentants de l'Iran à l'Organisation des Nations Unies. À l'époque, alors même que nous étions attaqués, aucun pays ne nous a soutenu, aucun pays ne nous a donné des armes, aucun pays n'a même accepté de réduire le niveau de ses relations avec l'Irak. Je me souviens m'être rendu au Conseil de sécurité au cours d'une session présidée par l'ambassadeur de France, auquel j'ai dit que l'Irak nous attaquait avec des armes chimiques. Sa réponse a été : « Je ne suis pas autorisé à évoquer ce sujet avec vous ». Jamais, pendant la durée de cette guerre, le Conseil de sécurité n'a adopté une résolution condamnant l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak, et aucun de ses membres n'a accepté ne serait-ce que de diminuer ses livraisons d'armes à Saddam Hussein, alors qu'il avait utilisé des armes chimiques contre nous.

Maintenant, l'Arabie saoudite dépense chaque année 80 milliards de dollars en achats d'armes – ces chiffres sont ceux qu'a donnés M. Kerry il y a 48 heures. Quant aux États du Golfe persique, ils dépensent, ensemble, 130 milliards de dollars chaque année à cette fin. Dans le même temps, le budget militaire annuel de l'Iran, dont la population et la superficie sont équivalentes à celles de l'ensemble de ces pays, est de 15 milliards de dollars. Aucun pays ne nous vend d'armes – et l'on vient nous demander pourquoi nous produisons des missiles ! Mais comment voulez-vous que nous nous défendions, et avec quels moyens, face à une dépense militaire annuelle de 130 milliards de dollars ?

Il a été dit que les Émirats et l'Arabie saoudite auraient peur de nous. Mais qu'avons-nous fait à leur rencontre ? Ils s'effrayeraient de ce que l'accord sur le programme nucléaire ayant été signé, expliquant que l'Iran va avoir de l'argent frais qu'il distribuera *largamano* dans la région. Mais, aujourd'hui, quels sont les pays qui donnent à Daech et au Front al-Nosra davantage que la totalité de notre budget national et que le produit de nos ventes de pétrole ? Voyez ce que sont les chiffres, et vous constaterez que certaines personnes ont pris l'habitude de résoudre leurs problèmes par l'iranophobie. Sont-ce des soldats iraniens qui massacrent les Yéménites, ou bien des troupes des pays précités ?

Si nous n'étions pas là, vous seriez aujourd'hui obligés de lutter contre Daech régnant en maître à Damas et à Bagdad – autrement dit, vous devriez combattre non plus un groupe terroriste mais deux gouvernements terroristes. Bizarrement, les amis des pays occidentaux dans notre région sont ceux qui aident le plus Daech. Qui lui achète son pétrole ? Où est-il vendu ? Par quels circuits bancaires les recettes du pétrole reviennent-elles vers Daech en Syrie ? Pendant quelques années, nous avons subi un embargo pétrolier ; si nous voulions vendre ne serait-ce qu'un baril supplémentaire, il nous fallait passer par mille canaux différents. Par quel miracle ces organisations terroristes parviennent-elles à vendre des milliers de barils de pétrole chaque jour et à acheter avec l'argent ainsi récolté des armes qu'elles utilisent pour massacrer les peuples syrien et irakien ? Telles sont les questions que nous nous posons.

Vous l'aurez compris, notre avenir passe par la stabilité régionale, la coopération, le dialogue avec l'ensemble des pays voisins et les pays occidentaux. Avec ces derniers, nous devons intensifier les échanges politiques, économiques et culturels. Nous y avons toujours été prêts, et nous sommes disposés à organiser des échanges d'œuvres artistiques. Mais

n'oubliez pas qu'aux États-Unis, des tribunaux ont prononcé la confiscation immédiate des œuvres que nous avons exportées... Sachez aussi que des tribunaux américains ont condamné l'Iran à payer des amendes de plusieurs milliards de dollars aux victimes des attentats du 11 septembre 2001, alors même que quinze des dix-neuf terroristes incriminés étaient saoudiens, et les quatre autres émiratis et égyptiens ; ce serait risible si ce n'était tragique. Ne pensez donc pas que certaines mésaventures frappent seulement BNP-Paribas... Tout cela doit changer.

Vous m'avez aussi interrogé sur l'évolution future des relations entre l'Iran et la France. Nous leur voyons un avenir brillant, car deux pays indépendants ont des possibilités inédites de coopération. Notre coopération passée a été excellente ; le peuple iranien n'a pas gardé un mauvais souvenir de la France, et il aime le berceau des droits de l'homme et de la liberté. Nous espérons que cette visite du président Rohani permette de dessiner le cadre de relations futures radieuses, dans l'intérêt de nos deux peuples. Nous estimons que la France doit continuer de jouer un rôle dans l'évolution de la situation au Moyen Orient, et nous sommes prêts à coopérer avec vous pour aboutir à la paix en Syrie, dans le cadre décrit. Il doit être mis fin, le plus vite possible, aux effusions de sang, de manière qu'un gouvernement d'union nationale soit formé et que les Syriens lancent un programme de réformes de grande ampleur. Nous devons les y aider, mais c'est à eux qu'il revient de les déterminer.

Enfin, nous refusons toute politique antikurde, et nous l'avons indiqué de la manière la plus claire à nos voisins. Un dialogue doit s'instaurer avec les Kurdes, qui sont partie intégrante de la région, sans idées séparatistes qui seraient catastrophiques. Les Kurdes estiment que l'Iran est, de tous les pays de la région, celui qui est le plus proche d'eux. De fait, nous avons d'excellentes relations avec les Kurdes d'Iran, comme avec ceux qui sont établis dans d'autres États. Nous ne soutenons ni le terrorisme, ni les politiques antikurdes, ni les thèses sécessionnistes.

**Mme la présidente Élisabeth Guigou.** À nos questions franches, vous avez fait des réponses directes, et nous sortons de cette audition beaucoup plus éclairés sur la volonté de l'Iran de participer de manière constructive aux relations internationales. Des différences d'approche demeurent, mais notre volonté commune de relations bilatérales fructueuses, fondées sur un grand passé et le désir de construire un avenir meilleur, nous guidera.

Au nom de mes collègues et en mon personnel, je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir répondu à notre invitation. Je remercie également vos collaborateurs de leur présence, et particulièrement le directeur de cabinet de votre excellent ambassadeur, qui a interprété vos propos avec un grand talent.

*La séance est levée à dix-neuf heures trente.*

---

### **Membres présents ou excusés**

**Commission des affaires étrangères**

Réunion du mercredi 27 janvier 2016 à 18 heures

*Présents.* - M. Kader Arif, M. François Asensi, M. Jean-Marc Ayrault, M. Philippe Baumel, M. Guy-Michel Chauveau, M. Philippe Cochet, M. Jean-Louis Destans, M. Michel Destot, Mme Cécile Duflot, Mme Valérie Fourneyron, M. Jean Glavany, Mme Élisabeth Guigou, M. Jean-Jacques Guillet, M. Meyer Habib, M. Pierre Lellouche, M. Bernard Lesterlin, M. Thierry Mariani, M. Jean-René Marsac, M. Alain Marsaud, M. Jacques Myard, Mme Odile Saugues, M. François Scellier

*Excusés.* - Mme Nicole Ameline, M. Jean-Paul Bacquet, M. Christian Bataille, M. Alain Bocquet, M. Gérard Charasse, M. Jean-Pierre Dufau, M. Jean-Paul Dupré, Mme Chantal Guittet, Mme Françoise Imbert, M. Serge Janquin, M. Armand Jung, M. Pierre-Yves Le Borgn', M. Patrick Lemasle, M. Pierre Lequiller, M. Lionnel Luca, M. Jean-Claude Mignon, M. Axel Poniatowski, M. Jean-Luc Reitzer, M. François Rochebloine, M. Boinali Said

*Assistaient également à la réunion.* - M. Jean-Jacques Bridey, M. Gwendal Rouillard